

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.
ABONNEMENT : Pour Roubaix, 25 francs par an.
» » » 14 » six mois.
» » » 7 50 » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFITTE, BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Harpe.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul autorisé pour la publication des annonces de MM. HAYAS, LAFITTE, BULLIER et C^{ie}, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX

22 novembre 1862.

La physionomie que présentait la première séance du Parlement de Turin n'est pas de bon augure pour le gouvernement. Les adversaires du cabinet se montrent triomphants.

La Chambre a déclaré nulles les élections faites sous l'état de siège.

On attribue principalement à la note de M. Drouyn de Lhuys la position critique du ministère italien dont on attend le changement complet.

La conduite du cabinet et l'attitude à prendre à son égard ont occasionné de vives discussions dans la salle des députés.

Les interpellations de M. Buoncompagni sont fixées à jeudi.

Malgré les bruits répandus au sujet d'une nouvelle circulaire touchant la question américaine et que M. Drouyn de Lhuys publierait prochainement, il n'est rien de moins prouvé.

L'Esprit public croit savoir que, malgré le refus de l'Angleterre et de la Russie d'intervenir avec la France dans les affaires américaines, le gouvernement de l'Empereur ne se croit pas autorisé à abandonner la tâche qu'il a entreprise... En conséquence, il faut s'attendre à voir la France travailler seule, dans la mesure de ses forces et de son influence, à un rapprochement que le succès des démocrates dans les dernières élections rend probable et prochain.

Des lettres de Berlin nous apprennent que, dans cette ville et dans la plus grande partie du royaume prussien, la note de M. Drouyn de Lhuys sur les affaires de Rome a produit une très favorable impression.

Une note émanée de la cour de Berlin, en expliquant les motifs qui ont porté le gouvernement du roi Guillaume à reconnaître le royaume italien, manifeste sur ce fait de l'unité avec Rome des sentiments en tous points semblables à ceux exprimés par l'honorable M. Drouyn de Lhuys.

La France assure que la Prusse et la Russie ont, pour des motifs d'ordre euro-

péen, adopté une politique semblable à celle de la France dans la question de Rome.

On assure également que leur opinion se trouve établie par des documents diplomatiques qui seront prochainement livrés à la publicité.

Les journaux anglais parlent de l'envoi d'une flotte considérable en Grèce; un grand nombre de vaisseaux sont devant Gibraltar.

Il est probable que l'Angleterre sera mise en demeure d'expliquer sa conduite et les motifs qui ont nécessité l'envoi du *Black-Prince*, vaisseau cuirassé qu'accompagnent trois bâtiments de guerre.

La *Patrie* croit pouvoir assurer que le gouvernement se prononcera soit dans une dépêche diplomatique, soit dans une note insérée au *Moniteur* relativement à certaine candidature qui est ouvertement patronnée à Athènes par des hommes dévoués aux intérêts anglais.

Le *Times* considère la nomination du baron Gros au poste d'ambassadeur de France à Londres comme une preuve que l'Empereur des Français désire rester dans de bons rapports d'amitié et d'alliance avec l'Angleterre.

On annonce que les généraux de Vassogne et Pellissier vont être envoyés par le gouvernement à Gorée et au Sénégal afin d'organiser, sur de nouvelles bases, les stations militaires que la France entretient dans ces contrées. J. REBOUX.

Moniteur du 20 novembre

PARTIE OFFICIELLE.

RAPPORT A L'EMPEREUR.

Sire,

Les nombreux renforts mis, par ordre de Votre Majesté, à la disposition du général Forey, vont changer complètement le caractère et la marche de nos opérations militaires, et marquer une phase toute nouvelle dans l'expédition française au Mexique.

En présence des perspectives de l'avenir, il m'a paru juste d'assigner au passé la part qui lui revient dans l'histoire de l'expédition, et de résumer dans un rapport les difficultés de toute nature que les troupes formant la première colonne du

corps d'armée, sous les ordres du général Lorencez, ont eues à surmonter.

Ce rapport embrasse spécialement les quatre mois qui se sont écoulés entre la réoccupation d'Orizaba et l'arrivée du 1^{er} régiment de zouaves et du détachement du 2^e régiment de chasseurs d'Afrique qui, sous le commandement du colonel Brincourt, formaient comme l'avant-garde du corps amené de France par le général Forey.

Votre Majesté, dans sa sollicitude pour les troupes engagées dans une entreprise aussi lointaine, s'est vivement préoccupée des difficultés qui les attendaient, alors que l'expédition, commencée sous d'autres conditions, ne reposait plus que sur leur dévouement et leur énergie. Il ne fallait, en effet, rien moins que la valeur éprouvée des généraux, des officiers et soldats et la courageuse abnégation des services administratifs pour faire envisager, sans de graves inquiétudes, la situation dans laquelle allait se trouver la division Lorencez. La relation des faits que j'ai l'honneur de placer sous les yeux de Votre Majesté n'est que l'analyse des rapports que j'ai successivement reçus du général de Lorencez; elle établira, je l'espère, que la confiance de Votre Majesté n'a pas été déçue, et que ses soldats du Mexique se sont montrés aussi fermes, disciplinés et résistants dans les privations et les souffrances que valeureux dans le combat.

Je suis, etc.

Le maréchal de France, ministre de la guerre, RANDON.

Paris, le 17 novembre 1862.

A la suite de ce rapport, le *Moniteur* contient la première partie de l'exposé historique de notre expédition au Mexique; son étendu nous empêche de le reproduire et d'ailleurs l'ensemble des faits qu'il constate est déjà généralement connu.

Dépêche du général Durando, en date du 8 octobre, communiquée par S. Exc. le chevalier Nigra à M. Drouyn de Lhuys.

Monsieur le chevalier,

Les documents publiés récemment par le *Moniteur* français sur la question romaine nous font croire que le gouvernement impérial, pénétré lui-même des dangers de la situation actuelle, pense qu'on ne saurait laisser plus longtemps cette question en suspens, et qu'il est urgent de chercher une solution qui sauvegarde en même temps, dans l'intérêt des deux pays, et les principes que la France protège à Rome, et les exigences de la nationalité italienne.

L'occupation de Rome, quels qu'aient été

les motifs qui l'ont déterminée, ne constitue pas une atteinte au principe de non-intervention reconnu généralement par les puissances, et spécialement appliqué à l'Italie. Ce qui importe maintenant, c'est de voir si la continuation de l'occupation peut être justifiée pour l'avenir.

En envoyant ses troupes à Rome et en les y maintenant, le gouvernement français avait non-seulement en vue de rétablir le Saint-Père et le siège pontifical, mais aussi de réconcilier le souverain de Rome avec l'Italie et de procurer en même temps aux Romains un gouvernement plus conforme aux conditions de la civilisation moderne.

Tous les efforts de l'Empereur ont été constamment dirigés vers ce but, et son désir, nous ne saurions en douter, a toujours été de faire cesser l'occupation dès qu'il aurait pu l'atteindre. Ne se laissant pas décourager par des refus répétés, il a pu conserver longtemps l'espoir de faire prévaloir dans la cour romaine des conseils de prudence et de modération.

Mais après la dernière allocation du pape, après le rejet des propositions que le *Moniteur* vient de publier, peut-on encore nourrir l'espérance d'amener cette cour à une appréciation plus juste de la situation et à des sentiments plus équitables envers l'Italie? La réponse du cardinal Antonelli ne peut plus laisser de doute à cet égard. Elle contient un refus péremptoire de tout accommodement.

Déjà, en effet, qu'on rende préliminairement au saint-siège les provinces qui depuis deux ans forment partie intégrante du royaume d'Italie, que la France et presque toutes les puissances ont reconnu, et dans lesquelles, avant l'annexion, aucun ordre n'était possible qu'à l'aide de l'intervention permanente de forces étrangères; se refuser à admettre un arrangement quelconque sans cette restitution, c'est fermer toutes les voies à des négociations futures.

Il est donc désormais démontré à l'évidence que l'occupation n'a obtenu et n'obtiendra jamais ni la réconciliation de l'Italie avec le Saint-Siège, ni celle de la population romaine avec son gouvernement. Voilà quatorze ans que la garnison française est à Rome, et aucune des réformes demandées n'est venue améliorer le gouvernement pontifical; les consciences catholiques sont plus troublées que jamais.

Il y a plus; une des conséquences regrettables d'une occupation si prolongée est de maintenir dans l'esprit de la cour romaine la certitude que son appui ne lui fera jamais défaut, et que par conséquent il lui est loisible de repousser toute tentative que l'Italie ferait dans le but d'arriver, par la voie des négociations directes, à un arrangement avec le pape.

L'occupation, d'ailleurs, ôtant aux Romains toute possibilité d'exercer par des moyens pacifiques une action légitime sur leur gouvernement, les empêche d'obtenir les améliorations que, dans tous les pays, l'opinion publique réclame ardemment en vain.

Elle entretient dans toute la Péninsule une agitation aussi nuisible à l'organisation du royaume qu'à nos rapports avec la France, et au maintien de la paix en Europe.

Le gouvernement romain, couvrant de son égide les conspirations dont l'ancien pape de Naples est le centre et le foyer, en donnant asile au roi déchu et aux brigands qui désolent en son nom les provinces méridionales, fait de la réalité, à l'abri du drapeau de la France, des actes de guerre contre l'Italie.

L'Europe, qui assiste depuis longtemps à ce spectacle douloureux, et qui ne peut se convaincre qu'il ne soit pas possible d'y mettre un terme, cherche à s'expliquer la continuation de l'occupation française par des suppositions qui n'ont aucun fondement; j'ai hâte de le reconnaître, dans les intentions du gouvernement impérial, mais qui ne nuisent pas moins aux intérêts des deux pays.

Toutefois, en présence des tentatives répétées du parti révolutionnaire en Italie, le gouvernement français pouvait douter jusqu'ici que nous eussions assez de force et d'autorité pour les réprimer, pour ramener la tranquillité dans le pays et tenir les engagements que nous aurions été dans le cas de prendre pour garantir la sûreté du pape; ce doute n'est désormais plus possible.

L'énergie dont le gouvernement a fait preuve dans les derniers événements, la promptitude avec laquelle il a rétabli l'autorité de la loi, et l'amnistie que, sans crainte, il a pu conseiller au roi, témoignent qu'il a la confiance de sa force et qu'il n'hésiterait pas à l'employer pour maintenir l'ordre établi et ses engagements.

Il est évident à nos yeux que rien ne s'oppose maintenant à ce que l'on s'entende sur l'opportunité de faire cesser l'occupation. Ce système a déjà fait ses preuves sans avoir pu amener, je le répète, ni la conciliation, ni les réformes vainement espérées. En laissant la cour de Rome en face de ses sujets, on obtiendrait, il faut l'espérer, ce que la longanimité de l'Empereur n'a pu obtenir par quatorze ans d'occupation et de négociations stériles.

Nous nous adressons donc à l'Empereur pour savoir s'il ne croit pas le moment arrivé de rappeler les troupes de Rome et de chercher une nouvelle combinaison de nature à changer une situation si pleine de périls pour l'Italie.

Le gouvernement italien est prêt à examiner les propositions qu'on lui ferait dans le but de garantir l'indépendance du Saint-Siège dès que l'occupation étrangère aurait cessé. Il prendra en considération les projets d'arrangement qui, en rassurant les consciences catholiques, satisfiront en même temps aux légitimes exigences de la nationalité italienne.

Nous sommes d'autant plus disposés à entrer dans cette voie que les sentiments qui ont inspiré la mémorable lettre de l'Empereur nous sont un gage que, dans ses constants efforts pour sauvegarder les intérêts spirituels du monde catholique, il ne saurait méconnaître que l'affermissement de l'ordre actuel dans la Péninsule est aussi nécessaire à la paix de l'Europe qu'à la tranquillité des consciences.

Agréez, etc.

JACQUES DURANDO.

Nous reproduisons, d'après le *Nord*, le texte de la dépêche du prince Gortschakoff,

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 23 NOVEMBRE 1862.

— N° 12. —

LES DEUX FRÈRES.

CHAPITRE X. (Suite).

Plus d'un passant donnait son obole à la vue de la charmante jeune fille, à la voix si pure et si sonore; d'autres, moins enthousiastes de la beauté, donnaient quelque chose par pitié pour le vicillard aveugle, et bien des connaissances de Klitting, qui se rappelaient le temps de sa jeunesse, jetaient leur offrande dans le tablier d'Edith en frissonnant sur les vicissitudes de la vie humaine. Trois années s'étaient écoulées ainsi. Pauvres en bien terrestres, il est vrai, ils étaient riches en foi, en amour et en espérance. Le soir, quand Edith écoutait, en travaillant, les récits de Klitting et les aventures étonnantes auxquelles il avait assisté dans le tumulte de la guerre, ou, ce qui offrait plus d'intérêt encore pour elle, quand il parlait de la maison paternelle, de sa tendre mère morte avant l'âge, de la dureté de son père qui l'avait chassé et abandonné pour toujours — un frisson douloureux agitait le cœur de l'enfant, et elle redoublait d'efforts pour soigner son vieux père et

répandre la paix et la consolation dans son âme.

Ce fut vers cette époque qu'une chute du vicillard dans la rue leur fit faire la connaissance de Gothard Bundler et de son ami.

Nous avons déjà dit qu'Hermann allait souvent voir Edith, tous les jours même; son âme noble trouvait une distraction agréable dans la culture des riches dispositions dont la nature avait doué la jeune fille. Il faisait naître en elle le goût de la lecture, et choisissait avec un tact sévère les livres qu'il regardait comme propres à lui développer la raison et lui élever le cœur. Il lui apprenait à dessiner et à chanter, en s'accompagnant de la guitare, de nouvelles petites romances qu'il lui apportait, car celles qu'elle chantait naguère dans les rues la remplissaient de douleur, en lui rappelant Gothard. Edith comprenait tout avec une facilité admirable, et le monde nouveau qui s'ouvrait à elle étendait un voile de plus en plus épais, pour ainsi dire virginal, sur sa faute presque involontaire. Elle ne vivait que pour son enfant, pour son père et ses occupations nouvelles; plus le temps s'écoulait, plus le désir de revoir Gothard s'affaiblissait dans son cœur pur, qui s'ennoblissait chaque jour. Elle désirait de toute son âme pouvoir oublier complètement qu'un autre temps avait précédé.

Quand la voix d'Edith se mêlait aux accords de la guitare, le vicillard, plus heureux qu'il ne l'avait jamais été, prenait souvent son violon, et le père et la fille éprouvaient alors plus de jouissances que ceux qui entendent les plus grands maîtres. Leur plaisir était aussi pur que celui des élus qui prêtent l'oreille aux chœurs des anges. Et combien Hermann se félicitait

de voir le bonheur paisible dont ils lui étaient redevables! Il lui semblait bien parfois qu'il avait tort d'apprendre à Edith tant de choses, qui ne lui seraient que de peu d'utilité dans l'avenir; mais il faisait taire cette voix, quoique d'ordinaire il écoutât volontiers celle de sa saine raison. Il ne consultait que son cœur en l'instruisant, et un certain pressentiment lui disait que ces petits talents, cette instruction au-dessus de la position de la jeune fille pourraient cependant lui être avantageux un jour. Il ne s'avouait pas parfaitement cela, mais il se consacrait à l'éducation ébauchée d'Edith avec un zèle qui prouvait qu'il avait fort à cœur de l'achever.

Autant les efforts d'Hermann étaient couronnés de succès de ce côté, autant il réussissait peu dans son rôle de mentor auprès de Louis, qui était paresseux, entêté, étourdi.

Grâce aux exhortations de sa mère, Louis avait été d'abord tranquille, aimable et modeste, pour s'attirer les bonnes grâces d'Hermann; mais à peine une semaine s'était-elle écoulée qu'il en avait assez du nouvel ordre de choses.

Hermann se levait à quatre ou cinq heures au plus tard et travaillait jusqu'à huit, moment où la famille se réunissait pour le déjeuner.

Le premier, le second et même le troisième jour, Louis se résigna à son sort, quoique avec de douloureux soupirs; quand Hermann s'approchait de son lit, lui disait affectueusement: « Lève-toi, frère, nous allons étudier telle ou telle chose ensemble; » il se hâtait le plus possible pour contenter Hermann. Mais comme il ne s'agissait pas seulement d'être sur pieds, mais qu'il fallait surtout travailler activement, Louis ne tarda pas à pousser des

soupirs de désespoir, et tantôt il se disait malade, tantôt il cherchait un prétexte quelconque pour s'en dispenser.

Hermann s'impatiente enfin et le réprimanda sévèrement. Louis courut auprès de sa mère et lui affirma sur l'honneur qu'il n'arriverait jamais à rien avec un pareil maître, qui ne faisait que gronder et se fâcher.

Elfride, affectant une grande dignité, reprocha à son beau-frère son peu de patience; Hermann déclara sans détours que Louis était un mauvais sujet qui n'apprendrait jamais rien, et qu'il tournerait mal si l'on ne suivait une autre voie avec lui.

« C'est uniquement ton manque d'affection pour ton jeune frère, qui t'a donné de lui une si fautive opinion, répliqua Elfride d'un ton de reproche; tu n'as de cœur et de pensées que pour ce qui tient aux Bundler. »

« Ce n'est point parce que je n'aime pas Louis, chère mère, dit Hermann avec calme, mais d'un ton ferme; permettez-moi de le dire, son défaut — c'est le manque d'éducation. Louis est un enfant gâté. »

« Oh! ingrat et egoïste que tu es! s'écria Elfride avec colère. Est-ce là le respect que tu me dois, à moi qui me suis toujours montrée ta tendre mère? Est-ce en semant la discorde entre les parents et l'enfant, que tu me recompenses? Je comprends tout maintenant, je vois où l'injustice de ton père envers ce pauvre Louis prend sa source: c'est dans tes beaux discours, où tu noircis ton frère à ses yeux! Mais attends, monsieur l'orgueilleux! nous ne sommes pas au bout, et tu peux compter que je n'oublierai pas ta présomption! »

Les joutes d'Hermann s'enflammaient; il allait répondre avec amertume, mais il

se contenta et quitta la pièce en s'inclinant avec respect.

Elfride s'attendait à une scène avec son mari, car elle ne doutait pas qu'Hermann ne s'adressât à son père et ne lui déclarât qu'il quitterait la maison paternelle le jour même pour retourner chez le docteur. Elle se trompait: Hermann ne souffla mot de l'événement, mais c'en fut fait de la bonne intelligence apparente. Elfride n'attendait qu'une occasion favorable pour tirer une vengeance éclatante de l'offense, de l'outrage même, que sa fierté avait reçu; par malheur, le sort s'unit à elle, et l'occasion s'en présenta bientôt.

CHAPITRE XI.

Une après-midi du commencement de septembre, Elfride travaillait seule, en songeant avec inquiétude à l'avenir de Louis. Malgré son fol aveuglement, force lui était de s'avouer à elle-même que rien n'était moins solide que les brillantes espérances qu'elle fondait sur l'intelligence et les dispositions extraordinaires de son fils cheri; car, en réalité, il n'y avait que défauts à la ou la prévention maternelle ne voyait qu'aimables qualités. Comme il arrive généralement, le mauvais humeur d'Elfride dégénérait en jalousie et en malveillance contre son entourage, contre Gothard et surtout contre Hermann, qu'elle haïssait presque depuis qu'elle avait perdu l'espoir de le voir ramener Louis dans la bonne voie. De sombres pensées, qui n'étaient pas bien nettes pour elle-même, lui traversaient l'esprit.

Tout à coup on frappa un coup léger.

Madame Dahl tressaillit.

« Entrez! » cria-t-elle.

Alors la porte s'ouvrit lentement, et El-